



BRÈVE SÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°26 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les travaux sur le projet de gazoduc TAPI débiteront cette semaine ;
- ❖ **Bangladesh** : Le chef du gouvernement intérimaire, Pr. Yunus, annonce une feuille de route pour les réformes à venir ;
- ❖ **Bhoutan** : Une enveloppe budgétaire de 2,6 MUSD a été débloquée pour promouvoir l'emploi des jeunes ;
- ❖ **Inde** : Dégradation du marché du travail ;
- ❖ **Maldives** : Prêt de 15 MUSD de l'AIIB pour renforcer la fiscalité verte et l'adaptation au changement climatique ;
- ❖ **Népal** : L'agence de notation Fitch amorce sa première revue d'appréciation du risque souverain népalais ;
- ❖ **Pakistan** : Les ONG étrangères opérant au Pakistan ont reçu 1,3 Md USD entre 2018/2019 et 2023/2024 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Amélioration de l'exécution budgétaire au 1er semestre 2024.

À RETENIR

9,2%

Taux de chômage en Inde en juin 2024

Afghanistan

Les travaux sur le projet de gazoduc TAPI débuteront cette semaine

Le Ministre des Mines et du Pétrole a annoncé que les travaux du projet Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI) devraient débuter ce mercredi, après une cérémonie officielle en présence de haut fonctionnaires turkmènes. La chambre de commerce afghane souligne l'importance stratégique de la participation de l'Afghanistan au projet TAPI, considéré comme un levier pour renforcer ses relations économiques avec les autres pays de la région. Le projet devrait générer des revenus de transit estimés à 450 MUSD par an pour l'Afghanistan. A ce jour, 214 kilomètres de gazoduc ont été construits sur le territoire du Turkménistan, avec un objectif annuel de 33 Mds de mètres cubes de gaz turkmène vers l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde.

Pour rappel, le projet TAPI est un projet de gazoduc visant à transporter du gaz naturel turkmène vers l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde afin de sécuriser les approvisionnements énergétiques de ces pays. Le Turkménistan avait entamé la construction du gazoduc dès 2018.

Bangladesh

Le chef du gouvernement intérimaire, Pr. Yunus, annonce une feuille de route pour les réformes à venir

Lors d'une allocution publique, le Pr. Yunus a annoncé que le gouvernement prévoit de former six commissions destinées à proposer des réformes pour le pays. Ces six commissions concernent les secteurs suivants : (i) le système judiciaire, (ii) le système électoral, (iii) l'administration publique, (iv) la police, (v) l'anti-corruption et (vi) le système constitutionnel.

Ces commissions devraient commencer leur travail à partir du 1er octobre et pour une période de trois mois. Le gouvernement intérimaire devrait alors organiser des consultations avec les principaux partis politiques ainsi que les représentants des organisations étudiantes et de la société civile.

À l'issue de ces consultations, une feuille de route sera élaborée pour mettre en œuvre les diverses propositions de réformes qui en résulteront. Selon le Pr. Yunus, l'objectif de ces réformes sera d'établir un système électoral équitable et de garantir le principe de bonne gouvernance en renforçant la transparence et la responsabilité des pouvoirs publics.

Le Bangladesh sollicite 5 Mds USD de soutien budgétaire auprès des partenaires de développement

Le Bangladesh a officiellement requis un soutien budgétaire additionnel de la part des partenaires de développement d'un montant total de 5 Mds USD. Le gouvernement sollicite 1 Md auprès de la Banque mondiale et de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), ainsi que 3 Mds USD auprès du FMI. Cette demande a été mentionnée lors d'une allocution publique du Pr. Yunus, chef du gouvernement intérimaire, le 11 septembre.

Ce soutien budgétaire aurait pour principal objectif de soutenir le gouvernement intérimaire à stabiliser les réserves de change et à régler les factures d'importation de produits essentiels, tels que l'électricité, le pétrole et les engrais. Selon les médias bangladais, les conditions pour ce soutien budgétaire pourraient notamment inclure la suppression des subventions sur l'électricité et le gaz, ainsi que la préparation d'un nouveau plan directeur pour le secteur de l'énergie.

Une mission du FMI sera présente à Dacca du 24 au 28 septembre pour évaluer les besoins du gouvernement en matière de financement ainsi que les contributions des partenaires de développement, notamment en ce qui concerne leur soutien budgétaire.

Pour alléger la pression sur les réserves de change, le Pr. Yunus a également annoncé que le gouvernement cherche à obtenir des taux d'intérêt réduits et des durées de remboursement prolongées pour les prêts en provenance de Russie et de Chine.

L'inflation est en légère diminution en août mais se maintient au-dessus des 10%

L'inflation a chuté à 10,49% en août, après avoir atteint un record de 11,66% en juillet, marquant une baisse significative de 1,17 point de pourcentage - la plus importante depuis 2013. Cette diminution est principalement attribuée à la baisse des prix des denrées alimentaires, après d'importantes semaines de perturbations politiques, sociales et économiques. A titre de comparaison, la deuxième plus grande baisse de prix était de 0,92 point de pourcentage en novembre 2020.

L'inflation alimentaire a baissé de 14,10% à 11,35%, tandis que l'inflation non alimentaire a légèrement augmenté, passant de 9,68% à 9,74%. De plus, l'inflation pourrait être de nouveau haussière suite aux inondations du mois d'août qui pourraient entraîner une reprise de la hausse des prix, avec des impacts négatifs sur les récoltes et sur le transport.

En parallèle, la croissance des salaires a légèrement augmenté à 7,96% en août. Elle reste toutefois inférieure au taux d'inflation depuis 31 mois, soulignant une pression continue sur le pouvoir d'achat des ménages.

Le Bangladesh fait face à d'importantes coupures de courant en raison de délais de paiement et de problèmes techniques

Cette semaine, le Bangladesh a connu des coupures de courant prolongées, pouvant durer jusqu'à 5 heures dans les villes et 19 heures dans les villages. Ce mardi 10, la

production moyenne d'électricité était de seulement 12 500 MW, soit 45% de la capacité installée. Selon le Power Grid Bangladesh PLC, l'écart entre l'offre et la demande d'électricité a atteint ce jour-là 2 312 MW, un record au cours de ces dernières semaines.

Le secteur énergétique est régulièrement confronté à des défis majeurs, notamment à des coupures énergétiques récurrentes, principalement dues à des retards de paiement et à des incidents techniques. La situation s'est détériorée début septembre lorsque le Bangladesh Power Development Board (BPDB) a perdu 1 500 MW de capacité de production en raison d'un manque de gaz, et lorsqu'un problème technique dans l'usine de charbon de Barapukuria a entraîné l'arrêt de 250 MW supplémentaires. Les grandes centrales électriques du pays fonctionnent désormais en sous-régime, victimes de pénuries de charbon et de gaz ainsi que de difficultés techniques persistantes. Alors que la production domestique de gaz se fait de plus en plus faible, la capacité d'importation de GNL a été durablement affectée par les dommages subis par une des deux unités de regazification lors du cyclone Remal fin mai cette année. Cette unité flottante, qui a dû être réparée à Singapour, n'est à nouveau opérationnelle que depuis cette semaine. La situation devrait se normaliser d'ici 3 semaines.

Par ailleurs, l'indien Adani Power, principal fournisseur d'électricité du pays, a réduit son approvisionnement de 500 MW, alors que la dette du Bangladesh s'élève à environ 800 M USD. En effet, la facture mensuelle est de 90 à 100 M USD, tandis que le BPDB n'a pu en régler que 20 à 30 M USD, entraînant une accumulation des dettes au cours des huit derniers mois. Selon le ministère de l'Energie, la dette énergétique est estimée à 3,8 Mds USD (dont 2 Mds USD en dette externe). Le gouvernement intérimaire a déjà approché certains partenaires de développement (Banque Mondiale, FMI, Banque Asiatique de Développement) pour solliciter une aide budgétaire.

Bhoutan

Une enveloppe budgétaire de 2,6 MUSD a été débloquée pour promouvoir l'emploi des jeunes

Un budget de 2,6 MUSD a été alloué pour stimuler l'emploi des jeunes dans le cadre du Youth Engagement and Livelihood Programme (YELP), initiative du ministère de l'Emploi et de l'Entreprenariat, intégré au plan de relance économique. Ce financement sera réparti sur les exercices budgétaires de 2024-25 et 2025-26, avec une allocation de 1,3 MUSD par année. Le programme YELP a pour objectif de créer 1000 emplois pour les jeunes chaque année, et a déjà bénéficié à environ 6000 jeunes depuis son lancement en 2019.

Cette initiative s'aligne dans les orientations du 13ème plan quinquennal du Bhoutan, qui met l'accent sur le développement de l'employabilité des jeunes ainsi que la création d'emploi. Pour rappel, le taux de chômage global du Bhoutan s'établit à 3,5%

(en g.a.) en 2023, en nette diminution par rapport aux 5,9% enregistrés en 2022. Toutefois, le taux de chômage des jeunes demeure élevé, atteignant 28,6% (en g.a.) en 2022. Cette augmentation s'explique en partie par les vagues d'émigration ainsi que par un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Dégradation du marché du travail

Selon la dernière enquête du Center for Monitoring Indian Economy (CMIE), un think tank indien indépendant, le taux de chômage en Inde a atteint 9,2 % en juin 2024 contre 7,0 % le mois précédent (et 8,0 % en juin 2023). Cette hausse s'explique principalement par celle du taux de chômage rural qui atteint 9,3 % en juin 2023 contre 6,3 % en mai. Le taux de chômage urbain progresse quant à lui légèrement sur la période, de 8,6 % à 8,9 %.

Ainsi, malgré une augmentation de l'accès à la formation professionnelle et des aides financières du gouvernement, l'accès à des emplois formels reste difficile pour la majorité de la population. La part des travailleurs ne bénéficiant ni de sécurité sociale ni d'un contrat d'au moins un an est passée de 85 % en 2018-19 à 87 % en 2022-23. Aussi, le chômage chez les jeunes, en particulier chez les jeunes diplômés demeure élevé. Selon les dernières statistiques disponibles, le taux de chômage chez les jeunes atteindrait 10 % fin 2023 et 17 % chez les jeunes diplômés à la même période.

Les travailleurs indiens dépendent largement de l'agriculture qui concentre 46 % des emplois mais ne représente que 15% du PIB. Cette surreprésentation a été exacerbée par la vague de pertes d'emplois dans les villes lors de la pandémie en 2020, cette dernière ayant provoqué un retour vers les campagnes. Entre 2018-19 et 2022-23, la croissance des emplois agricoles et dans la construction - les deux secteurs qui comptent le plus d'emplois informels - s'est faite au détriment d'autres secteurs. La part de l'emploi dans le commerce de gros et de détail, et dans les services de réparation, a quant à elle diminué de 14 % à 12 % sur cette même période

Une vision du marché du travail commune pour les BRICS

Les ministres du Travail et de l'Emploi des membres originels des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont adopté la « Déclaration des ministres du Travail et de l'Emploi des BRICS » lors d'une réunion en Russie. Cette déclaration met en avant la nécessité de développer des stratégies globales pour l'apprentissage tout au long de la vie, l'orientation professionnelle, la formation continue et la modernisation des services de l'emploi. Pour rappel, la première réunion des ministres du Travail et de l'Emploi des BRICS s'était tenue en Russie en janvier 2016.

Les ministres se sont engagés à assurer des conditions de travail sûres et à garantir le bien-être des travailleurs de plateformes numériques, tout en mettant en place des mécanismes de soutien social robustes. L'Inde a notamment insisté sur l'importance de travailler ensemble pour que la protection sociale universelle devienne une réalité pour les citoyens des pays concernés. Il s'agit là d'un sujet central pour l'Inde dont le marché de l'emploi est composé à plus de 80% de travailleurs informels. Seulement 13% des travailleurs indiens ont accès à un plan de sécurité sociale.

L'Inde a également souligné certaines de ses initiatives, comme le programme d'opportunités de stage pour les jeunes, l'intégration du portail du National Career Service avec le Skill India Digital Hub pour l'intégration des compétences et de l'emploi, le rôle des conseils sectoriels de compétences dans la formation, et e-Shram pour l'accès au portail de compétences des travailleurs du secteur informel.

Les nouveaux membres des BRICS, dont l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats Arabes Unis étaient également présents mais n'ont pas signé la déclaration.

Deuxième phase du plan de soutien au marché des semi-conducteurs en Inde

Le gouvernement indien travaille sur la deuxième phase de sa politique pour les semi-conducteurs, appelée Semicon 2.0, qui sera lancée d'ici trois à quatre mois, a annoncé le ministre de l'Électronique et des Technologies, Ashwini Vaishnaw. Le gouvernement indien souhaite en effet faire de l'Inde un partenaire fiable à l'échelle mondiale dans ce secteur de production. Cette nouvelle phase vise à augmenter les incitations pour attirer davantage d'investissements dans le secteur des semi-conducteurs, avec une enveloppe de subventions de 18 Mds USD, soit le double de l'enveloppe de la première édition qui était de 9 Mds USD.

Le premier programme a déjà facilité des investissements, notamment avec des annonces de Micron et Tata, qui prévoient de construire des unités dans le Gujarat et en Assam pour un total de 1 200 Mds INR (14,3 Mds USD). Tata Electronics prévoit de créer 50 000 emplois grâce à ses projets de production de semi-conducteurs. De plus, des entreprises internationales comme NXP Semiconductors (Pays-Bas) et Renesas (Japon) ont également fait part de leurs plans d'expansion en mettant à l'œuvre un portefeuille de plus de 1 Md USD pour la recherche et le développement pour le premier et en planifiant de doubler leurs effectifs en Inde pour le second.

L'Inde se tourne vers le marché de l'hydrogène vert

Le Premier ministre Narendra Modi a affirmé que l'Inde cherchait à se positionner comme un centre mondial de production, d'utilisation et d'exportation d'hydrogène vert. Lors de la Conférence internationale sur l'hydrogène vert, il a souligné que la Mission nationale sur l'hydrogène vert, lancée en 2023, constituait une étape clé pour atteindre cet objectif, en stimulant l'innovation, la construction d'infrastructures et les investissements dans ce secteur. Cette mission vise non seulement à garantir l'autonomie énergétique de l'Inde, mais aussi à générer des investissements de 8 000 Mds INR (95 Mds USD) et à créer 600 000 emplois. Elle pourrait notamment réduire considérablement la dépendance aux importations de gaz naturel.

L'Inde, qui est déjà en bonne voie pour atteindre ses objectifs fixés dans l'Accord de Paris, se tourne vers le développement de nouvelles solutions pour décarboner les secteurs difficiles à électrifier, tels que les raffineries, les engrais, l'acier et le transport. Le ministre de l'Énergie renouvelable, Prahlad Joshi, a également insisté sur les initiatives stratégiques du gouvernement pour accroître la capacité des énergies renouvelables et soutenir le développement de l'hydrogène vert. Au cours de la dernière décennie, la capacité énergétique non fossile de l'Inde aurait progressé de près de 300 %, et la production d'énergie solaire de 3000 %.

Maldives

Prêt de 15 MUSD de l'AIIB pour renforcer la fiscalité verte et l'adaptation au changement climatique

Ce financement est destiné à renforcer la capacité du pays à prélever des taxes vertes sur les activités hôtelières et les sacs en plastique. Une partie vise à mettre à disposition des fonds pour des projets d'énergie renouvelable, d'installations d'élimination des déchets et de protection des plages.

Népal

L'agence de notation Fitch amorce sa première revue d'appréciation du risque souverain népalais

Selon les autorités locales, l'agence de notation Fitch aurait entamé le processus d'intégration du Népal dans son examen du Sovereign Credit Rating, annoncé par le gouvernement népalais en 2019, mais dont la mise en œuvre a été retardée par la pandémie. Cette initiative pourrait offrir au Népal un accès élargi aux financements internationaux, en plus de l'octroi de prêts concessionnels, notamment sous forme de prêts commerciaux et d'investissements directs étrangers (IDE), en renforçant la crédibilité du pays sur les marchés financiers.

Le Népal ambitionne, dans le cadre de son 16^{ème} plan périodique, de sortir de son statut de pays moins avancé (PMA) en maintenant un taux de croissance soutenu de 6,0% par an, ce qui souligne la nécessité d'attirer des investissements étrangers.

Pakistan

Les ONG étrangères opérant au Pakistan ont reçu 1,3 Md USD entre 2018/2019 et 2023/2024

La répartition détaillée de ces fonds montre que les contributions les plus importantes proviennent des ONG américaines, qui ont fourni 265,7 MUSD, suivies par les ONG basées au Royaume-Uni avec 205,8 MUSD. Les ONG européennes ont pour leur part contribué à hauteur de 115,4 MUSD. A l'exception de l'aide canadienne, le solde est constitué d'aides transitant par les Nations-Unies.

Ces fonds ont été répartis comme suit : (i) les activités de secours en réponse aux inondations ont reçu plus de 440 MUSD, (ii) les programmes d'autonomisation des femmes 215,6 MUSD, (iii) les initiatives en faveur des droits de l'homme plus de 190 MUSD, (iv) les projets de protection sociale 150 MUSD, (v) les projets d'éducation 142,3 MUSD, (vi) les initiatives sur le changement climatique (sur 41 cas) 94,9 MUSD, (vii) les projets d'infrastructures 71,8 MUSD, (viii) le secteur agricole (13 projets) 20 MUSD.

Stagnation des envois de fonds de la diaspora en juillet et août 2024

Selon les statistiques publiées par la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan- SBP), le Pakistan a reçu des envois de fonds pour un montant de 5,94 Mds USD en juillet-août de l'exercice 25, contre 4,12 Mds USD au cours de la même période de l'exercice 2024, soit une augmentation de 1,81 Md USD, ce qui constitue une augmentation de 44 % au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2025. Les expatriés pakistanais basés en Arabie saoudite avaient participé à l'envoi de 25 % des dépôts. En revanche, sur une base mensuelle, les transferts de fonds des Pakistanais de l'étranger ont diminué de 1,7 % de juillet à août 2024.

Le ministre fédéral de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales s'intéresse aux oubliés de l'aide post-inondations

Deux ans après les inondations de l'été 2022, M. Ihsan Iqbal, le ministre fédéral de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales déplore que l'aide internationale ait été insuffisante par rapport à la réalité des destructions sur le territoire qu'il évalue à 30 Mds USD. En 2023, à l'issue de la conférence internationale pour la résilience climatique au Pakistan, le Pakistan a reçu 3 Mds sur les 10,9 Mds promis par les différents partenaires. Dans cette situation, il veut amener les ministères concernés à « identifier les obstacles entravant les projets de résilience aux inondations, à faire un diagnostic des priorités en termes de développement humain, de reconstruction des infrastructures et des habitations les plus urgentes qui auraient été négligées pendant l'année suivant la catastrophe climatique ».

Mise sur pied d'un « Conseil d'orientation » (Policy board) visant à améliorer le processus de planification économique

M. Ahsan Iqbal, le ministre fédéral de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales, a constitué un « conseil d'orientation » qui comprend un groupe de membres issus de divers secteurs, dont d'anciens ministres fédéraux, des dirigeants d'industrie publics et privés, des experts universitaires et des professionnels internationaux. Le « conseil d'orientation » qui sera présidé par M. Ahsan Iqbal a pour objectif de définir des stratégies économiques nationales pour renforcer la transparence, favoriser la coopération internationale, fixer des objectifs de développement durable, faciliter le dialogue avec les principales parties prenantes et mesurer l'impact des politiques conduites.

Vers la création d'un marché de gros indépendant de l'électricité

L'Autorité nationale de régulation de l'énergie électrique (Nepra) travaille à la fusion de la NTDC (d'opérateur de réseau et d'opérateur de système) et de la CPPA-G (l'opérateur de marché pour le compte des DISCO) et leur transformation en un marché de gros de l'électricité (l'« Independent System and Market Operator (ISMO) ») qui fonctionnerait dans un cadre concurrentiels (système appelé Competitive Trading Bilateral Contract Market - CTBCM).

La création d'un marché de gros avait été approuvée en janvier 2021 par le Premier ministre, puis avait été confirmée dans le plan quinquennal de l'électricité 2023-27. Le Premier ministre, dans sa directive des 15, 18 et 25 mai 2024, a ensuite approuvé la restructuration de la CPPA-G et de la NTDC pour la création d'un ISMO pour le Pakistan.

L'ISMO dirigera et exécutera également la planification intégrée de l'électricité du secteur de l'électricité. Le débat actuel concernant la mise en place de l'ISMO consiste à savoir si le gouvernement pakistanais lui permettra d'être réellement indépendante afin qu'elle fasse apparaître progressivement le juste prix de l'électricité.

Sri Lanka

Amélioration de l'exécution budgétaire au 1er semestre 2024

Les recettes ont progressé de 42% par rapport à la période équivalente de 2023, pour atteindre 5,9% du PIB (à comparer à 4,8% au cours des 6 premiers mois de 2023). Dans le même temps, les dépenses courantes se sont repliées de 5% alors que les dépenses d'investissement progressaient de 5%, conduisant à une réduction du déficit public global. Celui-ci est passé de 1 243 Mds LKR (3,8 Mds USD) au cours du premier semestre de 2023 (soit 4,5% du PIB) à 599 Mds LKR (2 Mds USD, soit 1,9% du PIB). La charge de la dette a été réduite de 10% sur la période.

La China Exim Bank a procédé à la restructuration de la dette du Sri Lanka à son égard

Selon des informations publiées par le ministère sri-lankais des finances, cette dette s'élevait en mars 2024 à 3 993 MUSD, dont 903,8 MUSD d'arriérés. Après restructuration, le montant annoncé de la dette atteint 4 187 MUSD mais le niveau des intérêts capitalisés n'a pas été divulgué.

Inquiétudes quant à la poursuite des réformes

La perspective des élections présidentielles le 21 septembre prochain, qui pourraient conduire à la remise en question de certains engagements pris par le Sri Lanka à l'égard de ses créanciers, provoque des tensions à la fois sur les obligations en USD et le taux auquel les autorités se financent localement. Les obligations arrivant à échéance en 2030, ont chuté de 3 cents USD pour 1 USD pour s'établir à 49,9 cents USD, leur plus bas niveau depuis février. Les billets à échéance 2027 ont chuté de plus de 1 cent USD à 49,6 cents USD. Dans le même temps, les obligations se négocient sur le marché secondaire entre 11,35% pour les plus courtes et 13,55% pour celles à échéance 2030.

Accord pour un prêt de la BAsD au titre de l'appui budgétaire de 300 MUSD

Le gouvernement sri-lankais a approuvé un emprunt de 300 MUSD auprès de la Banque asiatique de développement dans le cadre du programme de réformes dans les secteurs financier et énergétique. Une première tranche de 200 MUSD sera versée après la réalisation de 12 « actions préalables », dont la plupart ont d'ores et déjà été achevées. Ce prêt s'inscrit dans le cadre d'un projet de réforme du secteur financier de 400 MUSD. Par ailleurs, le Cabinet a également approuvé un prêt de 100 MUSD auprès de la BAsD dans le cadre du programme de réforme du secteur de l'eau.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr